



CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 novembre 2018

Avis de proposition

Proposée par **Monsieur Jean-François Gosselin**
 Chef de l'Opposition officielle

Appuyée par **Monsieur Stevens Mélançon**
 Conseiller municipal

- Attendu qu'** **au fil des ans, divers dossiers ont été transmis à l'Unité permanente anticorruption pour analyse, à la suite d'inquiétudes notamment soulevées par le maire de Québec.**
- Attendu qu'** **en 1995, l'existence de vastes cartels dans l'industrie du béton et du déneigement à Québec a été dévoilée.**
- Attendu qu'** **en septembre 2013, la commission Charbonneau révélait que huit firmes de génie-conseil étaient impliquées dans un système de collusion à Québec entre 2006 et 2011.**
- Attendu que** **la Ville de Québec a pris part au programme de remboursement volontaire mis sur pied par le gouvernement du Québec**
- Attendu que** **ce programme visait à donner l'opportunité aux personnes physiques et aux entreprises de rembourser les sommes qui auraient été payées injustement par les organismes publics dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution ou de la gestion de contrats publics.**
- Attendu qu'** **à ce jour, ce programme a permis de conclure des ententes de règlement totalisant la somme de plus de 94,7 M\$.**
- Attendu que** **cinq villes au Québec possèdent un bureau de l'inspecteur général ou travaillent actuellement à sa création.**
- Attendu que** **ces organisations ont notamment pour but d'assurer la surveillance de l'octroi et de la gestion des contrats publics.**
- Attendu que** **ces organisations ont également pour objectif de sensibiliser les employés et la population à toute forme de malversation en matière d'éthique et d'intégrité.**
- Attendu que** **l'ouverture d'enquêtes de leur propre chef, que la visite de chantiers visés par des contrats publics et que la vérification, l'inspection, l'évaluation et l'enquête des activités, des dossiers et des personnes reliées aux contrats peuvent faire partie des pouvoirs des bureaux des inspecteurs généraux.**
- Attendu que** **l'annulation des processus de passation d'un contrat de la Ville ou de toute personne morale qui lui est liée, que la résiliation de tout contrat de la Ville ou de cette personne morale ou que la suspension de l'exécution de contrat peuvent également faire partie de leurs pouvoirs.**
- Attendu que** **les bureaux des inspecteurs généraux permettent de récupérer et de faire économiser des sommes importantes aux contribuables.**

Attendu que le Bureau de l'intégrité professionnelle et administrative de Saint-Jérôme a permis de récupérer et d'économiser un total de 3 M\$ aux contribuables de la Ville.

Attendu qu' aux États-Unis il existe plus de 200 bureaux d'inspecteurs généraux au niveau fédéral, étatique et municipal.

Attendu qu' il est primordial d'être proactifs dans la prévention des actes répréhensibles.

Attendu que les villes ont le mandat d'assurer la protection et la saine gestion des deniers publics pour les générations actuelles et futures.

En conséquence, il est proposé que le comité exécutif analyse d'ici le 1^{er} novembre 2019 la proposition de l'Opposition officielle visant à créer un bureau de l'inspecteur général à la Ville de Québec en s'inspirant des meilleures pratiques.

Jean-François Gosselin
Chef de l'Opposition officielle
Conseiller municipal
District électoral Sainte-Thérèse-de-Lisieux

Stevens Mélançon
Président de l'arrondissement
Conseiller municipal
District électoral de la Chute-Montmorency-
Seigneurial